**Déclaration du président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, au sommet virtuel des dirigeants du G20**

26 Mars 2020

David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale

Tel que préparé pour l'allocution

**WASHINGTON, le 26 mars 2020 –** Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, a prononcé ce jour l’allocution suivante lors du sommet virtuel des dirigeants du G20 :

« Le Groupe de la Banque mondiale s’est employé à prendre rapidement des mesures pour répondre à la pandémie de coronavirus. Le 17 mars, nos Administrateurs ont approuvé une enveloppe de 14 milliards de dollars destinée à faire face aux conséquences sanitaires et sociales immédiates de la pandémie. Nous sommes en train de finaliser une enveloppe supplémentaire qui sera dédiée aux conséquences économiques plus globales.

Les objectifs sont de raccourcir la période de relèvement, créer des conditions favorables à la croissance, venir en aide aux petites et moyennes entreprises et contribuer à protéger les couches pauvres et vulnérables. Hier, j’ai présenté à nos Administrateurs un programme qui pourrait permettre de fournir jusqu’à 160 milliards de dollars d’aide financière au cours des 15 prochains mois.  Au moment où je m’exprimais, la crise a nous frappés de très près, avec l’annonce du décès d’une ex-Administratrice des États-Unis, Carole Brookins, des suites d’une infection au coronavirus.

Je m’inquiète particulièrement pour les pays pauvres et densément peuplés, tels que l’Inde, où la faiblesse des systèmes de santé appelle des investissements susceptibles d’être déployés massivement dans le capital humain, les fournitures et les infrastructures. Nous travaillons d’arrache-pied pour apporter notre aide en usant de nos instruments pour les secteurs public et privé.

Nous avons de nouveaux projets liés à la maladie à coronavirus en cours dans 56 pays, et nous encourageons d’autres BMD à cofinancer les tranches suivantes. Dans 24 pays, nous avons entrepris de restructurer des projets existants afin d’affecter des fonds à l’urgence sanitaire.

La participation du secteur privé est capitale. L’IFC, notre institution chargée des opérations avec le secteur privé, travaille déjà sur de nouveaux placements dans 300 entreprises et accorde à ses clients des financements commerciaux et des lignes de crédit au titre de fonds de roulement.

Concernant les propositions de certains membres, nous pouvons donner suite à l’appel à accroître la dotation de la CEPI pour financer la mise au point de vaccins.

La coopération internationale est cruciale en ces temps. Nous travaillons en étroite collaboration avec le FMI et l’OMS, entre autres, pour évaluer les besoins des pays clients. La directrice générale du FMI et moi-même avons rassemblé les chefs des BMD à deux reprises pour discuter de la riposte de chaque institution, des possibilités spécifiques de cofinancement, des achats et de la réduction de la dette. Nous continuerons de faire avancer l’effort international le plus loin possible.

Enfin, je tiens à souligner l’importance de lutter contre les facteurs de vulnérabilité de la dette. Cette crise frappera le plus durement les pays pauvres les plus endettés. Un processus large et équitable d’allégement de dette s’impose d’urgence pour permettre aux pays IDA de concentrer leurs ressources sur la lutte contre la pandémie et ses conséquences économiques et sociales.

Mardi soir, Kristalina Georgieva et moi-même avons lancé un appel commun du FMI et de la Banque mondiale pour un allégement du poids de la dette des pays IDA. Nous avons exhorté bon nombre d’entre vous et d’autres créanciers bilatéraux publics à suspendre, avec effet immédiat, les paiements au titre du remboursement de la dette des pays IDA. Cette mesure laisserait du temps pour évaluer l’impact de la crise et les besoins de financement de chaque pays IDA, et pour déterminer le type d’allégement ou de restructuration dont ils ont besoin. Le Groupe de la Banque mondiale et le FMI travaillent avec célérité à la définition du contenu d’une formule d’allégement de la dette des pays pauvres. Nous soumettrons cette formule à l’approbation de nos Gouverneurs lors des Réunions de printemps de nos institutions en avril, et nous vous serions reconnaissants de votre soutien ferme. »